

26/5

GRUPE DU PORTE PAROLE

INFORMATION
URGENTE

- M. le président
 - MM. les vice-présidents
 - MM. les membres de la Commission

 - M. le secrétaire exécutif
 - MM. les directeurs généraux
 - MM. les chefs des services communs
-

Bruxelles, le 24 mai 1967
P 22 660

Je vous prie de trouver ci-joint la traduction
française d'une interview avec M. MANSHOLT, publié
dans "De Nederlandse Industrie" du 15 mai 1967, no. 10.

B. Olivi.

Entretien avec M. S.L. MANSHOLT

Une bruyante pagaille règne tout autour du quartier général de la CEE à Bruxelles. L'avenue de la Joyeuse Entrée est impraticable. La ville de Bruxelles pose des câbles, installe le métro, construit des voies de communications à travers et sous la ville. Pour ceux qui travaillent dans les bâtiments de la CEE et dont la tâche est d'établir des liaisons économiques souples et facilement utilisables entre les Six, cette fureur de construire est peut-être stimulante. Ils ont grand besoin de ce stimulant. Cela fait dix ans que la CEE fonctionne et quand on parle de la CEE on pense malheureusement plus aux difficultés politiques, à la rudesse des négociations, à la résistance de l'un ou l'autre partenaire à tel ou tel moment, qu'à un élan et à un rythme accéléré. Il ne suffit pas de constater le fait que dans l'intégration des Six le point de non-retour est dépassé.

Dans notre éditorial du 15 avril, nous avons récapitulé toute une série de difficultés : entraves administratives, politique commerciale communautaire et ainsi de suite. Comment résoudrons-nous tous ces problèmes dans un délai raisonnable ? Pour y parvenir, il faut ce qu'en jargon moderne on appelle une volonté politique commune. Mais si celle-ci n'existe pas, que faire alors ?

Nous sommes aller bavarder avec Sicco Mansholt, un Européen qui aime aller de l'avant. Un idéaliste qui a un grand sens politique. Pour ce qui est politiquement possible. Et c'est de cela qu'il s'agit à présent. Au cours de cet entretien, nous avons laissé de côté les cris de triomphe obligés à propos de ce qui a déjà été réalisé. Nous l'apprenons bien peu à peu. Il est plus important de savoir ce qui n'a pas encore été réalisé et ce qui doit être réalisé si l'on veut que le Marché commun ait un rapport avec ce qu'un Marché commun doit être. Quels sont les obstacles ?

Il s'agit des graves problèmes des relations Est-Ouest, de la position de l'Europe dans le monde, de la grande Europe (avec l'Angleterre et les pays scandinaves) ou de la petite, de la structure politique, de l'organisation (fusion des Exécutifs). C'est sur ces points qu'apparaissent les divergences de vues, qui résultent de divergences de mentalité. Et pourtant, il faut continuer. Les milieux économiques, au début un peu sceptiques et hésitants, sont maintenant devenus la force motrice de l'intégration. Ils s'y sont préparés, ils ont fait leurs plans d'avenir. Cette force motrice est assez forte pour assurer malgré tout un certain allant. Dans bon nombre de domaines, le mouvement économique entraînera dans son sillage la volonté politique. Prenons par exemple l'harmonisation des impôts. Eh bien, il n'y a encore qu'un premier pas de fait. Il faut aboutir à un nouvel équilibre entre impôts directs et indirects et cela prendra encore quatre à cinq ans. Mais maintenant qu'un premier pas est franchi, nous ne pouvons plus revenir en arrière. Il faut continuer, qu'il y ait des divergences de conception politiques ou non sur la place de l'Europe. En l'occurrence, une part de souveraineté nationale se résoudra peu à peu dans un système communautaire.

Politique commerciale

Sera-ce également le cas pour l'élaboration d'une politique commerciale commune ? Verra-t-on par exemple que l'on ne peut pas sacrifier l'industrie textile en se livrant à des transactions de troc avec les pays de l'Europe orientale parce que c'est "utile" aux relations Est-Ouest ?

"On découvrira là un des problèmes résultant d'une conception politique des rapports Est-Ouest. On veut acheminer autant de marchandises que possible vers l'est de l'Europe, mais on ne peut rien faire des devises. Elles sont donc payées en marchandises provenant de ces pays dont nous n'avons pas ou guère besoin, mais qui sont écoulées sur notre marché à des prix politiques. Les prix politiques n'ont rien à voir avec les prix de revient. Telle est l'une des causes des difficultés de l'industrie textile néerlandaise. En l'occurrence, chaque Etat membre mène sa propre politique au détriment de l'ensemble. Voilà encore une part de souveraineté nationale pour laquelle on veut conserver sa propre liberté politique. Est-on prêt à y renoncer ? La chose est douteuse, mais n'est pas impossible. En cas d'urgence, lorsque tout le monde finit par souffrir dans sa propre chair, la volonté d'aboutir à une solution commune devient plus grande. Dans l'agriculture, on va maintenant tomber d'accord sur des réglementations vétérinaires communes. Je ne considère donc pas une politique commerciale commune comme une impossibilité. Voyez le Kennedy-round. Quand nous nous y sommes attelés, n'a-t-on pas très sérieusement douté de la possibilité que la CEE soit jamais en mesure d'aller à Genève présenter un point de vue commun. Pourtant, le Conseil a toujours su tomber d'accord. Si difficile que cela ait parfois été, on en est sorti. Nous avons surtout douté de l'attitude de la France. Pourtant la France n'était pas aussi protectionniste que tous le pensaient. Pourquoi ? Parce que de Gaulle, quelles que soient les réserves que je puisse faire à l'encontre de sa conception politique de l'Europe, a vu que la protection ne sert de rien. Sans être trop optimiste quant au délai de réalisation d'une politique commerciale commune, je ne suis pas pessimiste au point de supposer qu'elle ne peut pas venir".

Croyez-vous que la venue de l'Angleterre augmentera les difficultés dans la CEE - longueur des négociations, querelle sur les périodes de transition, mesures d'exception - ou les diminuera ?

"La venue de l'Angleterre et des pays scandinaves est à mon avis une nécessité absolue si l'on veut mener à bonne fin toute une série de problèmes que nous, les Six, ne pouvons résoudre parce que nous sommes trop petits pour cela. Prenez par exemple la politique énergétique, la politique monétaire, la politique scientifique. Ce ne sont plus des choses pour lesquelles on peut trouver une solution dans un groupe relativement restreint de pays. Mais alors surgit le problème, lisez à cet égard les livres du président français. Il ne pense pas en grandeurs économiques, mais en fonction de la place à donner à son pays dans le monde. S'il est convaincu que l'entrée de l'Angleterre implique un renforcement technologique tel de la CEE que la place de la France en tant que puissance dirigeante en Europe peut en être renforcée, le feu vert sera mis pour les Britanniques."

Sicco Mansholt est solidement planté sur ses jambes malgré le terrain malaisé, ce qui lui est naturel en tant qu'ancien agriculteur. Il connaît tous les problèmes que rencontrent quotidiennement les milieux industriels : altération de la concurrence par des lois, règlements et

autres proscriptions, par l'octroi d'aides nationales aux branches d'industrie (l'industrie sidérurgique française) par les manipulations des prix de base, des facilités qui peuvent varier à quelques kilomètres à vol d'oiseau de distance. Nous resterons très loin d'un marché commun tant que chaque gouvernement ira au bout de sa souveraineté nationale comme il l'entend, sans tenir compte des autres. Tel est le grave problème qui se pose aux milieux économiques qui pensent et agissent bien souvent déjà en Européens. Ce sont les divergences du mode de penser européen qui ont causé une discordance ayant pour effet de manquer les avantages que promettait la conception initiale.

La fusion des Exécutifs - nous espérons qu'elle se réalisera vers le 1er juillet - constitue naturellement un pas dans la bonne direction, dit M. Mansholt.

"Quand on veut mener une politique commune, il faut qu'on s'y conforme. Et la Commission est l'organe désigné pour cela. Ceux qui pensent sainement, qui admettent au départ que la politique doit avoir pour bases davantage de travail, davantage de prospérité, davantage de bien-être, n'en seront pas incommodés. Ils ne seront pas non plus incommodés par l'instauration de la démocratie en Europe par l'intermédiaire du Parlement européen puisque la Commission doit pouvoir être contrôlée. Mais pour cela les esprits ne sont pas mûrs en Europe. S'il n'y avait pas de traité de Rome et si nous voulions le faire maintenant, on n'y parviendrait pas. Les grands hommes d'Etat d'il y a dix ans - Schuman, Monnet, Boyon, Spaak - ne sont plus là. Il n'y a plus de grands chefs de file politiques. Voilà la crise de l'Europe. Nous avancerons sans doute, mais chaque pas sera effectué sous la contrainte d'une situation de fait à laquelle nul ne pourra rien. Comme je le disais, ce sera lorsque tout le monde subira des préjudices du fait de l'absence d'une politique commerciale commune ou lorsque la France verra que la technologie de l'Angleterre est indispensable à la France même. Ce ne sont pas les prévisions qui déterminent le rythme d'avancement de l'intégration européenne, mais l'acceptation de dures réalités que l'on trouve même désagréables et contre lesquelles le parapluie de la CEE offre alors une assez bonne protection. Je ne suis donc pas pessimiste quant aux possibilités de poursuite de l'intégration puisque les réalités se présenteront tantôt dans un secteur et tantôt dans l'autre. Inéluctablement. Evidemment les choses se passent autrement que nous l'avions imaginé il y a dix ans. Peut-être l'élan original reviendrait-il si nous pouvions donner une idée vivante de l'intégration aux peuples de l'Europe. Mais le problème est le suivant ; ce que nous faisons a un air si technocratique. Pourtant c'est un problème de notre temps la technocratie. C'est de n'être pas en mesure de dire à l'homme de la rue ce dont il s'agit et pourquoi et comment il est concerné. Les problèmes sont compliqués, les solutions aussi. Ce n'est pas seulement un problème dans les rapports entre la CEE et les peuples que cela concerne, cela vaut aussi sur des terrains politiques nationaux. Voilà la cause du malaise".

Cette description d'un des architectes de l'Europe est-elle celle d'un homme quelque peu démoralisé ? Non, tout de même pas. Il y a toujours du mouvement dans la CEE. Mais nous sommes impatients. Le moteur de l'industrie tourne à un régime plus élevé que celui de la pensée politique. Voilà tout.